



UNE DATE MÉCONNUE, LE 20 OCTOBRE 1961 QUAND LES FEMMES ALGÉRIENNES EN FRANCE AVAIENT REPRIS LE RELAIS DU 17 OCTOBRE

(*EL-WATAN, 21 OCTOBRE 2010*)

vendredi 22 octobre 2010

Le 20 octobre 1961, en réaction à la sauvage répression du 17 octobre à Paris, les Algériennes montent au créneau dans toute la France.

Le déchaînement des forces de police, des CRS, des harkis, le 17 octobre 1961, contre nos manifestants désarmés et pacifiques, avait été prévu par les responsables de l'organisation FLN. La directive du 10 octobre 1961, signée par le responsable fédéral à l'Organisation, Kaddour Laâdlani en témoigne : « Comme il est à prévoir des arrestations ou des internements, il convient de préparer les femmes avec les mots d'ordre suivants : “À bas le couvre-feu raciste”, “Libérations de nos époux et de nos enfants”, “Négocier avec le GPRA”, “Indépendance totale de l'Algérie”. La manifestation aura lieu devant la préfecture de police, le troisième ou quatrième jour après le boycott du couvre-feu. À cette occasion, faites votre possible pour faire participer le maximum de femmes algériennes... »

Et comme prévu, à Paris et en Province, elles sortirent et manifestèrent le 20 octobre 1961 ! Consultons sur cet événement quelques-uns des nombreux témoignages collectés à chaud, de manifestantes, de militants missionnés présents sur les lieux et de journalistes.

Ce jour-là, à Paris

Fatma Morsli : (...) « En arrivant à St Michel, nous avons été partagées en deux groupes avec la femme de Ramdhane, Simone Boulanouar. Mme Rahma Boulanouar, sa belle-fille, Yamina, Aïcha et moi, on a été aussitôt appréhendées et ils nous ont séparées... Après ça, j'étais dirigée vers l'hôpital Sainte Anne. Nous n'étions pas battues et maltraitées. C'est un docteur qui nous a fait sortir par une autre porte et nous étions 150 femmes avec leurs enfants ».

Oudda Bennaceur : « Nous sommes parties, une sœur et moi de Bobigny, manifester. Nous devions nous rendre au Châtelet. Evidemment, ce ne fut pas tellement facile étant donné que chaque sortie de métro était surveillée par des policiers, leurs armes braquées et vêtus de gilets pare-balles. (...) Ils nous dirigèrent au commissariat de police du 4e. Là, des centaines d'Algériennes nous accueillirent avec des youyous et des cris de : “Algérie algérienne”. A ce moment-là, quelques passants s'arrêtaient en entendant nos cris ; deux Françaises parmi la foule applaudirent à nos slogans. Elles furent aussitôt conduites avec nous. De là, ils nous transportèrent dans un bus en direction du 19e en traversant les grandes rues de Paris. Pendant tout le trajet, nous criions de toutes nos forces : “Algérie algérienne”, “Le racisme au poteau”. Un policier dans le bus, furieux, nous dit : “Moi, quand je n'aime pas un pays, je ne reste pas chez eux !”. Je lui ai répondu : “Nous serions heureuses de vivre dans notre pays libérées de vos colonialistes !” ».

Arrivées à l'hôpital, ils nous enfermèrent dans une salle où nous accueillirent des cris de « Vive l'Algérie algérienne » et des youyous des sœurs déjà parquées comme du bétail dans cette salle. Nous les accompagnons nous aussi dans un chant traditionnel emplis de beauté. Alors que les inspecteurs commençaient à entrer pour nous voir, nous recommençons de crier plus fort encore. Nous eûmes l'idée

d'écrire sur les murs de la grande salle ceci : "Algérie algérienne", "Nous voulons notre liberté", "Libérez nos maris", etc. À l'heure des repas de midi et du soir, nous avons refusé de manger en leur criant "Nous voulons notre pays" (...) »

Nadira : « (...) Nous devons nous rendre à la manifestation qui devait se dérouler à 12h au Châtelet pour crier tout ce qui nous tenait à cœur depuis tant d'années (...) Là, ont surgi quatre ou cinq agents vêtus de gilets pare-balles. L'un d'eux s'est avancé et nous a demandé nos papiers. Nous lui avons demandé si on pouvait partir, il nous a regardées avec colère et nous a dit : « Pas du tout ! Montez en voiture et en vitesse ! » Le car était très grand, plein de nos sœurs de tout âge, célibataires, mariées, mères de famille avec des enfants. Nos sœurs étaient venues de tous les coins. Une sœur s'est précipitée à la porte du car et s'est sauvée ; trois agents accoururent et l'ont rattrapée. L'un d'eux lui a donné un coup de pied et elle l'a insultée et lui a craché à la figure. »

Il y avait des Européens qui nous regardaient sans rien dire. Nous sommes restées une demi-heure dans le car, puis on nous a conduites au commissariat de police du 4^e arrondissement. Là, se trouvaient des sœurs qui poussaient des youyous à notre entrée. Nous avons crié "Vive l'Algérie indépendante !", "Libérez nos époux et nos frères", "Vive le FLN". Au moment du départ, nous avons crié. Il se trouvait trois Européennes sur le trottoir, elles ont applaudi. L'un des agents a fait arrêter l'autobus et ils les ont faites monter avec nous en les insultant... Ils m'ont donné un coup de poing et une gifle à une de mes sœurs. Nous avons mis un foulard à la vitre. Ils l'ont arraché en nous bousculant.

Au feu rouge, les journalistes nous photographièrent. Nous avons cassé les tables, les bancs, les lampes, écrit au rouge à lèvres étant donné que nous n'avions pas de craie. L'inspecteur est venu et a crié : "Qui a écrit vive le FLN ?" Nous lui avons répondu en criant toutes ensemble que c'était nous. Il nous a dit : "Qui va payer les tables, les bancs, les lampes cassées ?" Il nous a dit : "Moi, si je n'aime pas un pays, je n'y vais pas". Nous lui avons répondu que tout notre pays était rempli de postes de colons et qu'une fois qu'ils nous laisseront la place, nous on ira. Il nous a dit : "On va vous donner votre Algérie, vous casserez des cailloux". Nous avons répondu que nous serions très heureuses (...).

Fatma Dehimi : « J'étais responsable de plusieurs sœurs, marchant à l'avant, le drapeau algérien dans ma main. On criait "Algérie algérienne", "Libérez les détenus". Lorsque nous avons été encerclées par plusieurs policiers, je me suis mise à l'avant, avec le drapeau. J'ai griffé des agents. Alors, ils m'ont battue à coups de matraque aux jambes et à l'épaule. Jusqu'à présent, j'ai des marques sur mon corps. Je suis toujours prête pour ma patrie algérienne. Mon mari est emprisonné depuis trois ans au camp de Larzac. J'ai un enfant à ma charge. Vive l'ALN ! Vive le FLN ! »

Raya Daoui : « ... Il fallait attendre un autre groupe de femmes qui devaient arriver avec les drapeaux dans un sac. Nous voici donc toutes rassemblées, au total 36 femmes. Aucune peur ne se lisait sur nos visages, bien au contraire, nous allions défendre notre patrie... »

Farida Amghar : « ... Nous étions nombreuses, parmi nous, il y en avait de Nanterre, venues à pied, femmes et enfants, de Vermeilleu-Parisis, de St-Denis etc. Les agents étaient brusques avec nous. Nous avons entendu des réflexions de toutes sortes. Un agent a bousculé une femme enceinte et nous avons toutes protesté, crié, nous étions courageuses. Les inspecteurs interrogeaient les enfants, leur demandaient : "Pourquoi êtes-vous venus à Paris ?" "Pour manifester", dit un enfant de 8 ans ! Les tout-petits pleuraient, ils n'avaient rien mangé depuis le matin. Quelques femmes avaient des panneaux "Algérie algérienne" "Libérez nos hommes" "Arrêtez les massacres". Ce jour-là était pour nous un jour de lutte pour notre pays. Nous ne regrettons rien de ce que nous avons fait et dit et s'il faut recommencer, nous sommes prêtes, nous les femmes algériennes ! »

Mme Boubekour : « ... Nous sommes descendues du métro, toujours groupées. Au bas de l'escalier, nous avons trouvé trois agents de police. Là, Mme D. et Mme C ont pris le drapeau et l'ont brandi en l'air pour que tout le monde le voit. Malheureusement, toute une armée de gendarmes, policiers, CRS, nous ont barré la route en disant à Mme D. et Mme C : "Jetez-moi ce chiffon !", en parlant du drapeau ! Ensuite,

mitraillette au poing, les policiers nous ont conduites à la prison du 5e arrondissement. Nous étions très nombreuses, mais les policiers aussi, et ils avaient un avantage, ils étaient armés. Nous avons eu quelques bousculades. Nous avons été identifiées et ensuite on nous a laissées un bon moment sans savoir ce qu'ils allaient faire de nous puisqu'ils manquaient de place. Là, nous sommes montées dans des cars policiers, en nous comptant plusieurs fois. Un policier est arrivé avec un kilo de sucre en morceaux pour distribuer aux enfants en attendant de leur donner à manger. Mais personne n'en a voulu ».

Rabha Dekar : « ... Nous avons pris un taxi jusqu'à Chatelet. Nous avons été arrêtées par la police et nous avons été conduites au poste de police du 4e arrondissement en attendant que l'autobus nous conduise aux hospices. Nous avons crié pendant trois heures "Vive le FLN ! Algérie algérienne ! Libérez nos maris !" etc. Nous avons été conduites à l'hôpital Lariboisière du 10e arrondissement en autobus, en criant et en répétant les mêmes slogans. Nous avons aussi cassé les carreaux, les portes, les tables, on a tout saccagé... »

Zahia Belhocine : « ... Ils nous laissèrent à peu près trois quarts d'heure à l'Hôtel de Ville. Après ça, ils commencèrent à trier : les jeunes filles et femmes qui étaient venues seules, d'un côté, les femmes avec enfants, de l'autre. Dans l'autobus qui nous transportait, nous commençons à crier "Algérie algérienne ! Libérez nos ministres ! A bas le racisme !" etc. Toutes les personnes qui se trouvaient sur le boulevard s'arrêtaient pour nous écouter, d'autres sortaient des magasins ou de chez elles. Une jeune fille mit un foulard vert à la fenêtre, en s'apercevant de ça, un CRS nous prit brutalement par les épaules en nous poussant vers le fond de l'autobus... Ce qui m'a beaucoup frappée, ce sont les Françaises, la plupart mariées à des frères, elles criaient comme nous, faisaient du tapage. Les femmes algériennes ont été très courageuses, certaines ont laissé leurs enfants seuls à la maison et sont venues malgré ça ! »

Un militant : « Nous avons reçu la directive d'avertir toutes les femmes de se rendre devant les portes de la préfecture de police le vendredi à 12h. Toutes celles prévenues dans la nuit se sont rendues à l'heure prévue. Celles qui n'ont pas pu être touchées et avoir communication de l'horaire ne sont pas parties. Pour le moment, aucune n'est signalée qui, prévenue, n'a pas participé. Nous pouvons donc considérer qu'elles sont toutes révolutionnaires et ont toutes participé à la manifestation... La police a demandé aux Algériennes : "Êtes-vous venues sous la menace du FLN ?", réponse : "Nous sommes venues parce que vous avez arrêté nos maris. Nous voulons qu'ils soient libérés ou nous les rejoindrons !" La police a répondu : "La prochaine fois, vous serez cueillies par les harkis !" ».

Le Monde du 21 octobre 1961 : « Vendredi matin, place de l'Hôtel de Ville et dans d'autres quartiers de Paris, des femmes musulmanes ont tenté de manifester contre le couvre-feu. Vendredi, à la fin de la matinée, une manifestation de femmes musulmanes s'est déroulée place de l'Hôtel de Ville pour protester contre le couvre-feu et les arrestations en masse des travailleurs algériens... Dans d'autres quartiers, à la périphérie de Paris, des femmes musulmanes ont également tenté de se rassembler dans la matinée. Elles ont été conduites en car dans les commissariats. » *Le Monde* du 22 et 23 octobre 1961 : « *Un millier de femmes souvent accompagnées d'enfants ont été appréhendées à Paris* »

L'Express du 26 octobre 1961 : (Reportage de Jean CAU). « ... Ces derniers jours, je n'ai vu que des visages désertés par le sourire, des yeux tuméfiés, des dos bleuis à coups de crosse ; je n'ai entendu que des récits où revenaient, en litanie, les mêmes mots : rafles, coups, tortures, disparitions, assassinats. Pour monter les étages, le gosse frottait des allumettes... Ils m'ont fait asseoir. La mère, cinquante-et-un ans, qui était dans le lit, s'est excusée. Elle ne pouvait pas bouger à cause de son dos qui était tout bleu. Mais je voyais son visage violet et noir, avec un œil - l'œil gauche - gonflé comme un œuf et dont la cornée était rouge vif. "Le docteur il a dit que l'œil était mauvais et que je perdrai la vue de ce côté". Les deux fils se taisaient. Le père regarde sa femme. Elle me dit qu'elle était allée manifester « parce qu'on nous tue trop et parce que maintenant on doit rester dans la maison comme des rats ».

Elle défilait avec sa fille et l'un de ses fils, lorsque ce fut la charge. – "Un policier, il a mis son revolver sur ma fille..." Elle est intervenue. Un autre policier l'a jetée à terre et elle a reçu une volée de gifles, des coups de matraque. On les a jetées elle et sa fille dans le car. "Là, les policiers m'ont tordu le bras, regarde... et ils me criaient : "Salope ! On te crèvera, on te videra comme un lapin. Dis "Algérie française ! Salope !" ". Et il

m'a dit des choses que je ne peux pas répéter. Alors, moi j'ai crié : "Vive l'Algérie indépendante ! Vive mes frères". Et j'ai dit au policier : "tu peux me tuer si tu veux, mais je ne dirai pas autre chose !" ».

On l'a jetée dans le commissariat du Val de Grâce. Sous ses yeux, sa fille a attrapé une dégelée de coups de pieds dans le ventre. Dans la nuit, on l'a jetée sur la chaussée. Elle a réclamé sa fille. Les policiers ont levé leurs matraques. Titubant, se traînant, elle se demande comment elle a pu rentrer chez elle. « Et votre fille ? ». « Elle n'est pas revenue. Y a trois jours et elle n'est pas revenue ».

Forbach (Est) :



La responsable locale de la Section des femmes de la Fédération de France du FLN : « Nous avons mis à exécution les décisions prises par l'organisation de faire du 20 octobre 1961 une journée de manifestation de nos sœurs accompagnées de leurs enfants. Nous avons mis l'ensemble de notre effectif féminin en état d'alerte. Les moyens de locomotion, les itinéraires à suivre et l'acheminement des banderoles se sont bien effectués et nous n'avons eu aucune difficulté à signaler dans ces domaines.

Sur chacune des banderoles, faites en double, nous avons inscrit les slogans suivants :

À bas les mesures racistes

Libération de nos époux et de nos enfants

Indépendance totale de notre pays

Négociations avec le GPRA

L'effectif des femmes mis en mouvement est de 353 et celui des enfants de 175, qui ont accompagné leurs mères. Arrivées sur les lieux (à partir de deux endroits différents pour atteindre la sous-préfecture de Forbach), des policiers et des gendarmes leur ont arraché les

banderoles. Dans une voiture, des policiers, dont un inspecteur leur disaient : "Rentrez chez vous !". Les sœurs continuaient de marcher en lançant des youyous.

Les gendarmes en nombre important pourchassaient les femmes tandis que les enfants pleuraient.

Dispersées, nos sœurs se sont de nouveau réorganisées à Stiring, en revenant avec de nouvelles banderoles qu'elles ont récupérées et des morceaux de bois pour les tendre.

Ensuite, deux autres groupes arrivèrent. A ce moment, la sous-préfecture était protégée d'une barrière en grilles, barrant les deux rues qui y donnent accès.

Des heurts ont été provoqués par l'arrivée des CRS et des pompiers. Ces derniers n'ont pas utilisé de jets d'eau, par contre les gendarmes mobiles et les CRS ont procédé à des brutalités sur les femmes en utilisant leurs bâtons et en frappant les femmes aux bras pour leur faire lâcher les banderoles.

Nos sœurs refoulées dans le centre de la ville ont bloqué la circulation dans toutes les artères importantes. Et de nouveau elles se sont réorganisées avec les groupes revenant de Stiring et ont marché sur la ville.

Les gendarmes et les CRS ont été débordés. Ils ont procédé à des brutalités et à 10 arrestations... »

Rouen (Ouest) :

un militant : « Le jour de la manifestation, la police était en alerte depuis 8h du matin, soit les gendarmes, les CRS, la police et la DST. Des barrages ont été installés avec des herses à chaque entrée de la ville de

Rouen. Toute voiture, bus et camion compris, est arrêté pour vérification d'identité de chaque passager, quelle que soit sa nationalité. Même chose pour les passantes et les passants. Les Françaises poursuivent leur chemin, les Algériennes sont arrêtées et conduites à la Centrale et à la caserne St.Sevent.

Une Française n'a pas répondu aux sommations de la police, celle-ci a tiré des rafales de mitraillette, crevant les pneus de la voiture. Après le scandale qu'elle a fait à la police, la Française a été conduite au poste et relâchée le soir. Les femmes françaises qui sont sorties avec leurs gosses pour faire leurs courses ont été arrêtées pour vérification d'identité et refoulées vers leur maison sans pouvoir se rendre là où elles allaient. Les femmes françaises mariées aux nôtres et les Algériennes qui se sont fait arrêter à 2 ou 3 sont vérifiées et refoulées vers leur domicile tout en s'entendant dire : "Si on vous revoit dehors, vous savez où c'est qu'on va vous mettre !" »...

« Enfin, à midi, les femmes suivent l'ordre donné. 174 femmes de Rouen, Vernon, Evreux, Aissel et les banlieues de Rouen se sont rendues au centre de Rouen pour manifester. Une quarantaine de manifestantes ont réussi à joindre la place de l'Hôtel de Ville et ont déployé les banderoles. La police les a arrêtées toutes et conduites au Central où elle a procédé aux vérifications d'identité et des domiciles. Elles ont été retenues jusqu'à 15 heures. Au Central de police, les sœurs ont crié les slogans inscrits sur les banderoles... »

Mézières (Nord) :

une militante : « Le 20 octobre, après de brèves délibérations avec le commissaire, celui-ci autorisa deux sœurs à se rendre à la Préfecture. Nous avons tout d'abord protesté, notre dessein était de nous y rendre toutes ensemble. Par la suite, vu la résistance que nous rencontrâmes, deux sœurs se rendirent en délégation à la Préfecture. Là, elles exposèrent les motifs et le but que nous voulions atteindre par ces manifestations. Elles remirent une lettre au Préfet dans laquelle nous avons exposé les motifs suivants :

La reprise des négociations immédiates avec notre gouvernement, le GPRA, lequel a le soutien et la confiance du peuple algérien.

La libération des 5 frères ministres internés à Turquant : Aït Ahmed, Ben Bella, Bitat, Boudiaf, Khider

D'autre part, nous avons tenu à protester contre : les arrestations massives de ces derniers jours, arrestations que ne peuvent justifier les sentiments nationalistes exprimés par tous. Les sévices et les tortures dont sont victimes de nombreux frères et sœurs incarcérés. Nous exigeons la libération de nos maris à qui l'on ne peut reprocher que d'avoir exprimé avec force des sentiments nationalistes. Après la lecture de notre lettre, le Préfet exprima son ignorance des sévices et tortures auxquels nous faisons allusion.

Quant au déroulement des manifestations, tout se passa dans un calme relatif. La volonté des sœurs a été nette malgré l'opposition des policiers, les slogans et les drapeaux firent leur apparition sur le quai et aux portières de l'autorail. Le voyage ne passa donc pas inaperçu et il semble que la majorité de la population française approuve nos manifestations. « Le Préfet a été impressionné par la justesse de la cause défendue par nos sœurs et la détermination mise par elles pour remplir leur mission ; celui-ci, ancien avocat, prétend comprendre le droit des hommes et des femmes de notre peuple à disposer d'eux-mêmes dans le respect et la dignité »...

« Pour ce qui est des Français, tous ont admis qu'une démonstration faite par des femmes, accompagnées de leurs enfants, ne peut être le fait de la peur ou du hasard, mais bien la preuve que notre peuple a atteint une maturité et une solidarité à toute épreuve ; que rien ne détourne ou n'empêche un tel peuple d'atteindre son objectif. Qu'une paix épargnera des vies humaines, surtout celle de leurs propres enfants qui meurent pour une cause injustifiée ».

Lille (Nord) :

un militant : « L'ordre a été largement suivi puisqu'une grande majorité a participé ce jour-là. Malgré la mobilisation de toute la police et des CRS, cela n'a pas empêché nos sœurs, parfois accompagnées de leurs époux, de descendre dans la rue.

Dans la localité de Tourcoing, plus de 650 femmes et enfants sont sortis dans la rue avec des pancartes sur lesquelles sont inscrits les slogans reçus. Plusieurs dizaines ont pu rejoindre la préfecture de Lille où la population du quartier de Wazemie les attendait. Des commerçants européens ont même fermé un moment leur boutique en voyant arriver les manifestantes.

Quant aux autres sœurs de Tourcoing et de Roubaix, qui n'ont pu franchir les barrages de police, elles ont manifesté à plusieurs centaines dans les rues des localités et sur la place de la ville, devant la centrale de police, ce qui a occasionné plus de 500 arrestations ! »

Pas De Calais (Nord)

:

un militant : « Plus de 200 femmes accompagnées de leurs enfants se sont mises en route pour aller manifester à Arras, avec des banderoles préparées à l'avance. Mais là aussi, les policiers les ont arrêtées en cours de route par des barrages établis aux arrêts d'autocars et sur l'autoroute... »



L'Humanité du 21 octobre 1961 : « Manifestations dans plusieurs villes de l'Est ».

À Thionville :

une cinquantaine de femmes, portant leurs enfants dans les bras, ont défilé dans les rues principales se dirigeant vers la sous-préfecture. Devant les grilles du bâtiment, elles ont poussé des youyous et brandi des banderoles. Elles ont été arrêtées et conduites au commissariat.

À Longwy :

une manifestation s'est déroulée avec la participation d'une soixantaine de femmes.

À Metz :

on signale une autre manifestation de femmes.

À Mulhouse :

une centaine de femmes se sont formées en cortège pour manifester devant la sous-préfecture, tandis qu'à Charleville une cinquantaine d'Algériennes, accompagnées de leurs enfants sont arrivées en gare afin de se rendre à la préfecture de Mezieres.

Les policiers les ont enfermées dans la salle d'attente de la gare. Au moment de leur embarquement, elles ont manifesté en poussant des youyous et en scandant « Algérie Algérienne ! ».

Deux manifestations se sont déroulées hier après-midi à Forbach, entre 12h et 14h30. La première a rassemblé 350 femmes avec leurs enfants. Elles se sont dirigées vers la sous-préfecture en poussant des youyous. Peu après 14h, un second groupe d'une centaine de femmes s'est dirigé vers l'usine Stiring-Wendel.

A Belfort et A Montbéliard :

6

LE 20 OCTOBRE 1961 : QUAND LES FEMMES ALGÉRIENNES EN FRANCE AVAIENT REPRIS LE RELAIS DU 17 OCTOBRE - (EL-WATAN, 21 OCTOBRE 2010)

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article295>

Cris hostiles et youyous ont scandé les manifestations des musulmanes hier matin à Belfort et à Montbéliard :

« Répondant aux ordres donnés par le GPRA, les Nord-Africains et surtout leurs épouses et leurs enfants manifestèrent hier à Paris. Il est bien évident que le mouvement devait s'étendre dans les régions à forte densité de population musulmane.

C'est ainsi que dans le secteur de Belfort-Montbéliard-Sochaux, les services de police durent endiguer le flot des manifestantes...

Suivant un mot d'ordre général, les musulmanes, se servant de leur progéniture comme "bouclier" se rassemblaient hier matin à Montbéliard, tandis que les services de sécurité du commissariat central de Montbéliard et de la gendarmerie se tenaient en état d'alerte. Venues des quatre coins du pays, des délégations circulaient en ville... »

Nous retiendrons, qu'en organisant en France même les manifestations des femmes émigrées, le Comité Fédéral de la Fédération de France [1] a entendu notre aspiration à participer directement et sans restriction aucune à l'action. C'est en quoi notre engagement à la lutte était par nature révolutionnaire et porteur de progrès...

Puissent ces quelques témoignages immortaliser toutes les femmes-courage du 20 octobre 61, les sortir à jamais de l'oubli et faire entendre leur voix à nos enfants. Ainsi, il leur sera enfin rendu justice dans l'Histoire de l'Algérie.

Mimi Maziz

Garmia Ferria

Akila Abdelmoumen-Ouared

Malika Benchenouf

Salima Sahraoui-Bouaziz

(Militantes de la Fédération de France du FLN 1954-1962)

Voir en ligne : <http://www.elwatan.com/evenement/qu...>

Notes

[1] Omar Boudaoud, Chef de la Fédération de France ; Kaddour Laâdlani, Organisation « Nedham » (Paix à son âme) ; Abdelkrim Souissi, Finances et Organisations de masse (Paix à son âme) ; Rabah Bouaziz, Organisation Spéciale et Renseignement (Paix à son âme) ; Ali Haroun, Presse et Soutien aux détenus.